

Intervention de Marie TONNERRE

Chers collègues,

Le moment est solennel. Dans quelques minutes, nous allons élire notre nouveau président et notre nouvel exécutif. Cela donnera le coup d'envoi de six années au service des Métropolitains.

Avec un certain nombre d'élus, et notamment avec Gérald Darmanin, nous avons voulu débiter ce mandat en nous retrouvant autour de valeurs communes. Nous n'avons pas été chercher très loin : ces valeurs, ce sont celles de la charte des élus locaux, qui va vous être lue par le président à peine nommé, juste après nos votes.

Vous l'avez tous déjà lue ou écoutée, et entendue, lors de vos conseils municipaux d'installation.

Nos valeurs, que je sais partagées par bon nombre d'entre vous sur les bancs de ce conseil, elles ne se découpent pas en tranches selon le nombre d'habitants. Elles ne sont ni urbaines, ni périurbaines, ni rurales. Elles ne portent pas de cartes de partis politiques.

Au sein de ce conseil, nous ne faisons pas toujours tous les mêmes choix. Même au sein de notre groupe d'ailleurs, nous revendiquons le droit d'avoir des approches, des convictions différentes. De traduire cela dans une liberté d'expression et de vote. Faire partie d'un collectif, ce n'est pas perdre son libre-arbitre.

Cela nous a amené à construire dès le début de l'année une feuille de route pour le mandat à venir, recensant nos attentes,

nos idées, nos projets. Et à regarder avec attention les démarches des autres groupes qui ont fait de même.

Cela nous a amené à proposer aux deux candidats déclarés, avant qu'une troisième vienne les rejoindre hier, de venir s'exprimer devant notre groupe pour nous présenter sa vision des choses. A espérer aussi un débat public, qui n'est malheureusement jamais venu. C'aurait été un événement précieux pour identifier les points de convergence, les points de différences.

Pour parler de méthode aussi : aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut changer le mode de gouvernance. C'est donc bien qu'elle est perfectible. Reste à savoir dans quelle direction, et les trois candidats ont à ce sujet des convictions bien différentes.

Mais ces échanges, ces débats, voire ces oppositions, nous considérons qu'on peut toujours les mener sans propos excessifs. Sans exprimer de « haine », une notion qui n'a rien à faire dans une relation politique entre adultes intelligents qui essaient tous de servir leurs concitoyens.

On peut collectivement décider qu'une bonne façon de travailler au sein d'une institution comme la nôtre, c'est de poser des questions, d'obtenir des réponses, de proposer des amendements, d'accepter d'avoir souvent raison certes, mais aussi parfois tort.

Tirer dans le même sens.

Travailler en confiance.

Ne pas risquer, parce qu'on a des interrogations qui peuvent se révéler pertinentes, de se voir répondre qu'on diffuse des « fake news ».

A quel moment des « fake news » cessent-elles d'être considérées comme telles, quand tout les confirme ?

Et comment peut-on choisir de s'affranchir de la légalité, en ne présentant pas ce matin un rapport de la chambre régionale des comptes qui permettrait à chacun, ici, de se faire sa propre idée ?

Dans un communiqué rendu public ce matin à 10h00, ce qui est à mon avis un événement totalement inédit, la chambre régionale des comptes dit clairement que la métropole s'est mise en faute par rapport à la loi, en ne présentant pas ce matin le rapport qui devait obligatoirement être inscrit aujourd'hui. Ne pas permettre aux élus de la métropole de lire ce document, c'est leur nier le droit d'être informés comme leur mission l'exige.

Démarrer un nouveau mandat sur ce symbole n'envoie pas un signe encourageant aux habitants de la métropole qui nous observent.

Ces dernières semaines, nos échanges entre nous et autour de nous ont nourri notre position de ce matin.

Et la volonté de nous convaincre qu'a exprimée l'un des trois candidats nous a permis d'arriver à une conclusion collective concernant notre vote.

Nous voulons que la MEL se concentre sur ses enjeux principaux, notamment ceux de la transition

environnementale, et qu'elle le fasse avec toute l'énergie dont elle est capable et sans perdre davantage de temps.

Nous voulons une Métropole « machine à investir », au service des communes bien sûr mais aussi dans ses infrastructures les plus essentielles, notamment en matière d'écologie urbaine et évidemment de mobilités.

Nous voulons une Métropole qui se regarde un peu moins le nombril, qui s'ouvre aux territoires voisins et les aide à avancer, et qui décentralise plutôt que de recentraliser.

Nous voulons une Métropole au sein de laquelle les habitants se sentent écoutés, dans laquelle les agents aient envie de s'investir, et dans laquelle les élus décident.

Toutes ces dimensions, et les réponses que nous attendions en terme de méthode, nous les avons trouvées dans la candidature de Rudy Elegeest, lorsqu'il est venu nous exposer son projet et ses positions.

Il y a deux ans, la plupart d'entre nous ne le connaissions pas.

Sa parole en conseil est assez rare, même si nous l'avions entendu dire que les moyens attribués à la CSP transports étaient insuffisants.

A l'époque il ne nous avait pas convaincu, pourtant il avait raison. Nous l'avions aussi entendu dire que les calculs qu'on nous présentait sur le projet Biotopie ne tombaient pas juste. Cette fois-là il nous a convaincu, et il avait encore raison. Nous connaissions déjà

sa constance et sa droiture.
La qualité de son travail à Mons-en-Barœul.
Et la valeur de sa parole lorsqu'il la donne.

Il a fait du chemin, sans jamais renier qui il est.
Nous avons fait du chemin, sans renier qui nous sommes.

Et nous pensons que son envie de changer les choses au sein de
la MEL font de lui, parmi les trois personnes qui se présentent
à nos suffrages, le meilleur candidat pour assumer aujourd'hui
la présidence de notre Métropole.